

**Mission Permanente de la  
République du Mali à Genève**

**Ambassade  
de la République du Mali  
auprès de la Confédération Helvétique**



**REPUBLIQUE DU MALI  
UN PEUPLE – UN BUT – UNE FOI**

**Genève, le 25 Février 2010**

**N°0050/MPMG/PC**

**Madame,**

**Suite à la note référencée POVERTY 2009 ER en date du 20 novembre 2009 du Secrétaire général du HCDR des Nations Unies, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint, le questionnaire dûment rempli par les autorités compétentes du Mali et relatif à la protection sociale des personnes âgées.**

**Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie de croire, Madame à l'assurance de ma haute considération.**

**Ampliation :  
- MAECI**

**P/L'Ambassadeur,  
Représentant Permanent/P.O  
Le Premier Conseiller**



**Moussa KOUYATE**

**L'Experte indépendante sur la question  
des droits de l'homme et l'extrême pauvreté S/C  
Secrétaire général du Haut Commissariat des Droits de l'Homme  
ONUG – OHCHR  
Ch. 1112 Genève 10**

-----  
**Secrétariat Général**

**Réponses relatives au questionnaire**  
**sur la Protection Sociale des Personnes Agées**

Compte tenu des définitions ci-dessus, veuillez présenter les prestations de vieillesse mises en œuvre par l'Etat, en incluant les systèmes contributifs et les systèmes non contributifs. **S'il existe plusieurs programmes, veuillez répondre aux questions ci-dessous séparément pour chaque programme.**

Veuillez également fournir des réponses séparées si le programme a eu des procédés distincts de mise en œuvre durant les 5 dernières années.

**(i) Le cadre juridique et institutionnel**

**1. Veuillez présenter le cadre juridique qui établit et régit ce programme**

La politique du Gouvernement en matière de protection sociale est exposée dans la déclaration de politique nationale de protection sociale adoptée en conseil des ministres en avril 2002. Cette déclaration de politique sert de cadre à la réalisation des plans, programmes, projets et stratégies pour garantir une couverture sociale des risques des différentes catégories de la population.

Le cadre juridique et institutionnel de la protection sociale des personnes âgées est fonction du statut des bénéficiaires.

**A. Le secteur public :**

- l'Ordonnance 79 -7/CMLN du 18 janvier 1979 instituant le régime de pensions des fonctionnaires civils ;
- l'Ordonnance 33/CMLN du 30 Septembre 1971 et l'Ordonnance 41/CMLN du 6 décembre 1971 instituant respectivement le régime général de pensions militaires et le régime des pensions d'invalidité;
- le régime de retraite parlementaire des députés institué par la Loi n°95 – 071 du 25 août 1995.

Ces différents régimes sont gérés par la Caisse des Retraites du Mali créée par la loi n°61-70/AN-RM du 18 mai 1961 et érigée en établissement public national à caractère administratif par la loi n°-93-013/ANRM du 14/2/1993.

- a) L'âge minimum obligatoire pour pouvoir bénéficier des prestations de vieillesse est de 53 ans. La retraite normale est 60 ans pour les cadres de la catégorie A, 58 pour les B et 55 pour les C.

- b) La période minimale de cotisations obligatoires est de 15 ans.
- c) Ces différents régimes sont contributifs.

## **B - Le secteur privé :**

Le gouvernement du Mali a adopté la loi n°99-041 du 12 août 1999 portant (nouveau) code de prévoyance sociale en république du Mali. Ce code comprend 245 articles et est adapté au contexte des relations de travail établi par la loi n°92-020 du 23 septembre 1992 portant code du travail au Mali.

Il s'applique aux travailleurs tels qu'ils sont définis à l'article L1 du code de travail et ne concerne ni les fonctionnaires civils, ni les militaires et les parlementaires.

Le Code de Prévoyance Sociale confie à l'Institut National de Prévoyance Sociale la gestion de quatre (04) régimes de prévoyance sociale destinés à couvrir un certain nombre de risques sociaux identifiés et répertoriés en neuf (09) branches par la norme minimum de sécurité sociale qui est la Convention N°102 de l'Organisation Internationale du Travail de 1952. Le régime d'assurance vieillesse fait partie de ces régimes.

- a) Veuillez indiquer quel est l'âge minimum obligatoire et s'il dépend de la nature de la profession (ex. travail formel ou informel) des bénéficiaires potentiels :

Pour le régime d'assurance vieillesse, invalidité et décès, l'âge minimum obligatoire pour pouvoir bénéficier des prestations de vieillesse est de 53 ans. La retraite normale est de 58 ans pour tous les travailleurs salariés.

- b) Veuillez indiquer s'il existe des restrictions, notamment une période minimale de qualification pour recevoir les prestations :

La période minimale de cotisations obligatoires est de 13 ans.

- c) Veuillez préciser si le programme est de nature contributive ou non contributive :

Ces différents régimes sont contributifs.

Toutefois, l'Etat a adopté un Plan d'Action National pour la Promotion des Personnes Agées qui vise sans exclusive à les maintenir dans la société en contact avec les autres générations et d'éviter toute rupture sociale entraînant un effet sur leurs conditions de vie.

Il est non contributif.

Il concerne les secteurs suivants : Santé et alimentation, lutte contre la pauvreté, promotion des droits et obligations, promotion de l'équité et promotion de la recherche.

Veuillez décrire le cadre institutionnel qui régit la mise en oeuvre du programme.



La mise en œuvre de ce programme relève en grande partie par la Direction Nationale du Développement Social.

(a) Veuillez indiquer quelles autorités ou structures gouvernementales, notamment au niveau fédéral, étatique/provincial, municipal ou local ont été impliquées dans la conception, la mise en œuvre et le contrôle du programme.

Le Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées, en collaboration avec plusieurs départements ministériels (Santé, Culture, Logement, Forces Armées et Anciens Combattants, Promotion de la Femme, Economie et Finances, Affaires Etrangères et Coopération Internationale, Travail...) a conduit le processus d'élaboration et de mise en œuvre de tous les programmes de protection sociale des personnes âgées au Mali.

Des organisations de la société civile ont –elle été impliquées dans l'élaboration du cadre juridique, la mise en œuvre ou le contrôle du programme ? Si oui, veuillez décrire leur rôle

Les organismes de la société civile (Syndicats, Associations de Personnes Agées, Association de Personnes Handicapées) ont participé à l'élaboration et à la mise en œuvre des différents programmes.

Le rôle joué par ces différents organismes de la Société Civile était de faire prendre en compte les préoccupations et spécificités des personnes âgées.

## (ii) Coût et couverture du programme

4. Veuillez indiquer le nombre de bénéficiaires des prestations (ex. par année). Autant que possible, veuillez préciser leur profil (sexe, âge, appartenance ethnique, origine...).

régions	P Proportionnelle		P. d'ancienneté		P. d'invalidité	
	Effectifs	Montant	Effectifs	Montant	Effectifs	Montant
Bko	1 119	87 909 414	6 877	897 315 916	525	14 159 577
Kayes	95	6 975 810	684	81 462 529	32	828 463
Kkro	114	9 026 880	763	82 978 165	142	2 637 033
Skso	150	11 933 024	1 249	145 413 122	33	930 159
Ségou	189	13 539 831	1 449	171 487 165	50	1 343 353
Mopti	72	5 624 175	589	72 112 886	35	1 110 017

Source : Rapport annuel CRM 2007.

Par rapport au secteur privé géré par l'INPS, on a un effectif total de 24 390 pensionnés dont la prise en charge s'élève à 19 521 800 000FCFA (Rapport d'activités INPS 2007).

**5. Quels sont les zones géographiques couvertes par le programme (au niveau national, régional et local) ?**

Le programme couvre le niveau national, les régions, les cercles.

**6. Quel est le budget annuel du programme ? Quel pourcentage du PIB représente-il ?**

Voir tableau ci-dessus.

**7. Quels sont les principaux coûts encourus dans les différentes étapes de mise en œuvre du programme ? Quelles sont les sources principales de financement ? Ce programme est-il financé par des ressources nationales, régionales ou locales ? Dépend-il de financements extérieurs ?**

Les régimes contributifs sont financés par les cotisations des affiliés. Toutefois, l'Etat accorde une subvention à l'Institution chargée de la gestion des pensions.

Pour ce qui est du programme non contributif dont bénéficient les personnes âgées (plan d'action pour la promotion des personnes âgées), dont le coût est estimé à 02 milliards de F CFA, il est financé par l'Etat Malien.

**8. Quel est le nombre approximatif de bénéficiaires potentiels qui ne profitent pas des prestations ?**

Non disponible.

Des études ont-elles été conduites pour évaluer les raisons de ces déficits de couverture ? Autant que possible, veuillez préciser leur profil (sexe, âge, appartenance ethnique, origine...)

Non

**9. Quel est le montant approximatif des prestations par rapport au salaire moyen et en salaire minimum ? Comment sont calculées les prestations ?**

Le montant de la pension est calculé en fonction du nombre d'année de service. Chaque année de service donne droit à 2% du dernier traitement indiciaire annuel du retraité (Ex : 30 ans de service égale à 60% du salaire d'activité).

**(iii) Procédés de mise en œuvre**

**10. Quels sont les procédés utilisés pour transférer les prestations aux bénéficiaires ?**



Les procédés utilisés pour transférer les prestations aux bénéficiaires se résument à certaines opérations effectuées au niveau de la CRM et de l'INPS. Il s'agit de la concession et de la liquidation des droits à pension.

En matière de sécurité sociale, la concession se définit comme une opération qui consiste à reconnaître les droits d'un assuré.

Toute concession a pour support légal une décision du Directeur des deux institutions dont l'interprétation mérite une circonspection particulière pour savoir la « vie » de ces droits dans le temps.

Les paramètres de calcul de ces droits sont précisés dans les différents textes appliqués par la CRM et l'INPS.

La concession peut être viagère ou temporaire selon la nature des droits du bénéficiaire.

Quant à la liquidation, elle est une opération qui permet de déterminer les droits d'un bénéficiaire et de les calculer conformément à l'acte de concession.

Toutes ces opérations d'évaluation des droits des bénéficiaires sont informatisées depuis 2001 et les paiements sont effectués sur des bulletins de pensions et édités par les services informatiques de la CRM et de l'INPS.

**11. Quels sont les procédés de mise en œuvre pour informer les bénéficiaires potentiels sur ces prestations ? De telles informations sont-elles délivrées dans plus qu'une langue ?**

Comme procédés d'information des bénéficiaires, à la fin de chaque année civile, le ministère en charge de la Fonction Publique et l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) publient la liste des partants à la retraite de chaque service et de chaque entreprise. Les intéressés reçoivent en plus des lettres d'information de leur service.

Pour pouvoir bénéficier de leur pension de retraite, chaque retraité doit adresser à l'organisme de sécurité sociale dont il relève, une demande individuelle de liquidation de sa pension. Le retraité dispose d'un délai de 05 ans pour ce faire, la pension est nulle au terme du délai de 05 ans.

Au jour d'aujourd'hui, la pension de retraite est liée seulement aux prestations familiales. Toutefois, avec l'avènement de l'Assurance Maladie Obligatoire, le retraité bénéficiera aussi des prestations de l'assurance maladie.

Toutes ces informations sont seulement délivrées en Français.

**12. Y a-t-il d'autres services (assistance sociale, subventions ...) auxquels les bénéficiaires ont-ils accès en lien avec cette prestation financière ? Si oui, veuillez les décrire.**

**13. Les bénéficiaires disposent –ils d'un accès spécifique à d'autres services publics, en particulier les services de santé ?**

Oui, la signature du décret 95-368/P-RM du 13 octobre accorde la gratuité des consultations médicales et le demi-tarif pour toutes les autres prestations dans les structures de diagnostic, de soins et d'hospitalisation de l'Etat. Il est aussi institué un carnet de santé pour assurer à chaque personne âgée un suivi médical. Il faut en fin noter la création de l'Institut d'Etudes et de Recherche en Géroto- Gériatrie qui met en œuvre des programmes de recherche sur le vieillissement et dont les résultats peuvent contribuer dans les politiques et stratégies en matière de santé.

#### **(iv) Mécanismes de contrôle et procédure de plainte**

**14. Veuillez décrire les procédés de contrôle employés pour vérifier la mise en œuvre du programme et indiquer les organes chargés de cette surveillance.**

Organismes de contrôle et procédures de plainte :

Les organismes chargés de la mise en œuvre de la politique de protection sociale au Mali sont soumis au contrôle de tutelle du Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées. A ce titre, l'Inspection des Affaires Sociales et la Direction de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire assurent le suivi et le contrôle des 02 organismes à savoir la CRM et l'INPS. Des missions de vérification de la régularité des actes et des opérations effectués par ces organismes au vu des textes. Outre le contrôle de la tutelle, chaque organisme est soumis au contrôle du Ministère des Finances.

Par ailleurs, l'INPS qui a adhéré à la CIPRES, est aussi soumis au contrôle de cet organisme international de prévoyance sociale. La CIPRES impose aux organismes des Etats membres le respect de certains ratios de gestion tel que le pourcentage des frais de gestion sur les dépenses de fonctionnement. La CRM va bientôt être soumise à cette exigence.

**15. Le programme dispose-t-il de mécanismes ou de procédures de plaintes ? Si oui, veuillez les nommer et les décrire.**

Non

**16. Des poursuites judiciaires ont-elles été intentées à l'encontre du programme ou des responsables de sa mise en œuvre ? Si oui, veuillez indiquer les circonstances de ces poursuites et le fondement des plaintes y afférent ?**



**Non**

**(v) Etudes et évaluations des prestations sociales.**

**17. Veuillez inclure toute étude relative au programme, notamment sur l'évaluation des besoins ayant servi de base à la conception du programme.**

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale de protection sociale, le MDSSPA élabore un Plan d'Action quinquennal dont un rapport de mise en œuvre est soumis à l'Assemblée Nationale tous les deux ans.

Il est important de rappeler qu'une évaluation de l'ancien plan précède toujours la mise en œuvre du nouveau.

**18. Veuillez inclure toute étude relative au programme, notamment les rapports d'études d'impact, réalisées après la mise en œuvre des programmes.**

**(vi) Autres prestations sociales dont peuvent bénéficier les personnes âgées.**

En matière de protection sanitaire et sociale :

Les actions ont porté sur :

- l'institution du carnet de santé pour assurer à chaque personne âgée un meilleur suivi médical ;
- la délivrance d'une carte de priorité permettant aux aînés d'éviter les files d'attente au niveau des structures de l'Etat, des banques ;
- la signature du décret 95-368/P-RM du 13 Octobre 1995 qui accorde la gratuité des consultations médicales et le demi-tarif pour toutes les autres prestations dans les structures de diagnostics, de soins et d'hospitalisations de l'Etat ;
- l'organisation d'opérations de dépistage de maladies cardio-vasculaires, ophtalmologiques et bucco-dentaires de personnes âgées dont plus de 60 % n'avait jamais été consultée par un spécialiste ;
- la construction sur budget d'Etat d'un Institut d'Etudes et de Recherche en Géronto-Gériatrie appelé « Maison des Aînés » à Bamako dont les missions sont entre autres, d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes de recherche sur le vieillissement en matière de soins préventifs précoces pour un vieillissement en bonne santé, de contribuer à la formation et à l'information scientifique et technique du personnel socio sanitaire dans les domaines de la gérontologie et de la Gériatrie, d'appuyer les organisations de personnes âgées dans leurs activités de promotion collective en vue d'améliorer la vie communautaire et les relations intergénérationnelles etc....
- la réduction des tarifs de transport tant sur le réseau du chemin de fer que pour la navigation fluviale pour les personnes âgées ;
- la réservation de sièges et la gratuité du transport au niveau de la compagnie privée de transports urbains ( Bittar Transport).



### En matière de promotion socio économique

Les actions ont porté sur le financement de projets générateurs de revenus, permettant de mettre les personnes âgées et leurs familles à l'abri des pénuries alimentaires lors des périodes de soudure: c'est ainsi que des projets avicoles, d'élevage de petits ruminants, de transport par charrettes, de banques de céréales, de coopératives de consommation ont été financés tant à Bamako qu'à l'intérieur du pays pour plus de 46 millions de francs CFA.

Il est à noter que tous les partis politiques ont un Conseil ou une Ligue des Sages, à savoir un groupe de personnes âgées chargées de les "aider à mieux agir, du fait de leur expérience".